

LE COMITÉ SPÉCIAL DU SÉNAT SUR LES MOYENS DE COMMUNICATION DE MASSE TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 19 mars 1970.

Le comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse se réunit aujourd'hui à 10 heures sous la présidence du sénateur Keith Davey.

Le président: Honorables sénateurs, je déclare la séance ouverte.

En guise d'introduction, j'aimerais vous lire une lettre qui s'explique d'elle-même, datée à Ottawa du 6 mars et adressée à qui de droit.

«La présente a pour but de vous présenter M. Walter Gray, vice-président de la société *Hopkins-Hedlin, Limited*, conseillers en économique et en communications, auquel a été confié un travail de recherche touchant Vancouver, travail destiné au comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse. Journaliste de grande expérience, M. Gray a exercé les fonctions de chef de bureau à la Tribune de la presse du Parlement, à Ottawa, pour le compte tant du *Toronto Star* que du *Globe and Mail*, de la même ville. La tâche confiée à M. Gray consistait à faire rapport au Comité au sujet des effets qu'a eus sur la communauté, notamment des points de vue économique et social, l'interruption de la publication des quotidiens de Vancouver. Cette question s'inscrit dans le cadre du mandat du Comité, qui comprend une directive enjoignant d'étudier «les répercussions et les effets des moyens de communication de masse sur le public canadien».

Je précise que M. Gray n'enquêtera pas sur les relations qui existent entre les propriétaires de journaux et leurs employés, ni sur les raisons qui ont motivé l'interruption de la publication. Le Comité n'a pas reçu l'ordre d'étudier les questions en litige, mais uniquement les effets que la situation entraîne pour la communauté. Le Comité vous saurait gré de l'aide que vous voudrez bien accorder à M. Gray dans l'accomplissement de sa tâche.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération.

La lettre porte ma signature.

M. Gray a séjourné à Vancouver la semaine dernière et il a rédigé le rapport qui nous

était destiné pendant la fin de semaine et les premiers jours de la semaine actuelle. Peut-être y aurait-il lieu de commencer par lire votre étude, monsieur Gray, puis nous vous poserons des questions.

M. Walter A. Gray, vice-président, Hopkins, Hedlin, Limited:

Merci beaucoup, sénateur Davey.

Le 15 février 1970, la société *Pacific Press Limited*, éditeurs du *Sun* et de *The Province*, ont cessé la publication des deux quotidiens.

Le *Sun*, quotidien du soir dont le tirage atteint 255,410 exemplaires, et *The Province*, quotidien du matin qui tire à 113,123 exemplaires, comptaient ensemble un public lecteur qui dépassait largement les limites du Grand Vancouver. Les deux journaux se vendaient dans toute la partie méridionale de la Colombie-Britannique, dans l'île de Vancouver et dans les régions intérieures de la province. Dans certains endroits, ils avaient, ensemble ou séparément, un tirage plus élevé que celui des quotidiens locaux.

Ce n'est pas la totalité du Grand Vancouver qui a été privée de quotidiens en raison de ce litige; le *Columbian* de New-Westminster, qui avait un tirage d'environ 30,000 exemplaires avant que les deux journaux de Vancouver ne cessent de paraître, continue de se distribuer à New-Westminster, à Burnaby, à Surrey et à Coquitlam. A cette exception près, les troisième ville du Canada, dont la population atteint les 980,000 âmes, se trouve privée de ses principaux quotidiens depuis le 15 février.

Le 8 mars 1970, à la demande du président du comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse, la société *Hopkins, Hedlin Limited*, représentée par M. Walter A. Gray, vice-président, a entrepris une étude approfondie des effets socio-économiques du litige touchant les journaux.

Le présent rapport est le résultat d'interviews particulières, d'enquêtes téléphoniques et d'observations; de plus, un questionnaire a été utilisé d'une manière occasionnelle, sous forme de sondage improvisé effectué auprès de 125 résidents du Grand Vancouver. Voici les trois principales conclusions auxquelles nous sommes arrivés:

1. En dépit des efforts croissants déployés par les autres organes d'infor-